

Assemblée Générale

Samedi 23 mars 2024



MOT D'ACCUEIL DU PRÉSIDENT WALTER MARTIN

Appel et vérification du quorum

Procédure de vote



COMMENT VOTER POUR UNE DÉLIBÉRATION ?



- 1 Pour
- 2 Contre
- 3 Abstention
- 4 Ne prend pas part au vote

Puis, pour valider

OK

Pour corriger



L'affichage "OK" confirme la prise en compte du vote



COMMENT VOTER POUR UNE ÉLECTION UNINOMINALE ?



Tapez le numéro correspondant au candidat pour lequel vous souhaitez voter

Ou **777** pour vote Blanc

Ou **999** pour vote Abstention

Puis, pour valider **OK**

Pour corriger 

L'affichage "OK" confirme la prise en compte du vote



AVRIL 2024

- **Groupe de travail sur les achats d'énergie – SIEA et visioconférence**

Mardi 09 avril – 09h30

- **Bureau Exécutif – SIEA et visioconférence**

Vendredi 12 avril – 10h00

*Retrouvez tous
nos événements
sur notre site
Internet !*



<https://siea.fr>

RETOUR EN IMAGES

Assemblée Générale (16 février 2024)



M. Jean DEGUERRY

- **Président du Conseil Départemental de l'Ain**
- **Premier adjoint au maire de Montréal-la-Cluse**
- **Président du Service Départemental d'Incendie et de secours de l'Ain (SDIS 01)**
- **Vice-président et porte-parole national de l'Assemblée des Départements de France**



ORDRE DU JOUR DU COMITÉ SYNDICAL

- ❑ Mot d'accueil du Président – Appel et vérification du quorum
- ❑ *Procès-Verbal*
- *Approbation du procès-verbal du comité syndical du 16 mars 2024*
- ❑ *Actes*
- *Compte-rendu des actes effectués*
- *Election d'un Vice-Président*
- *Election de 2 membres du Bureau Syndical*
- ❑ *Régie Li@in*
- *Election complémentaire du Conseil d'Exploitation*
- ❑ *Transition Énergétique*
- *Fonds de concours IRVE*
- *Mise à jour de la convention standard économe de flux*
- *Nouvelles missions spécifiques du service économe de flux*
- ❑ *Usages du Numérique*
- *Renouvellement du dispositif Conseillers Numériques_2024*
- ❑ *Ressources Humaines :*
- *Personnel - Tableau des emplois permanents – Création de poste*
- *Personnel - Tableau des emplois non permanents*
- *Personnel - Prime exceptionnelle pouvoir d'achat*
- ❑ *Ressources Humaines :*
- *Personnel - Tableau des emplois permanents – Création de poste*
- *Personnel - Tableau des emplois non permanents*
- *Personnel - Prime exceptionnelle pouvoir d'achat*
- ❑ *Intervention de M. Philippe GUILLOT-VIGNOT, Vice-Président Éclairage Public du SIEA*



ORDRE DU JOUR DU COMITÉ SYNDICAL

Finances :

Comptes Administratifs 2023 :

- Budget principal
- Budget annexe Communication Électronique
- Budget Régie
- Budget annexe Transition Énergétique

Finances :

Affectation des résultats des CA 2023 :

- Budget principal
- Budget annexe Communication Électronique
- Budget Régie
- Budget annexe Transition Énergétique

Amortissements des Immobilisations et modalités d'amortissement des subventions transférables – Tous Budgets

Ouverture d'autorisation de programmes et de crédits de paiement :

- Budget Principal 2024 – Ouverture d'autorisation de programmes et de crédits de paiement.
- Budget Annexe Communication Électronique 2024 – Ouverture d'autorisation de programmes et de crédits de paiement.
- Budget Annexe Transition Énergétique 2024 – Ouverture d'autorisation de programmes et de crédits de paiement.

Présentation des budgets :

- Budget Principal 2024.
- Budget annexe Communication Électronique 2024
- Budget RESO LI@in 2024
- Budget annexe Transition Énergétique 2024

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 16 FÉVRIER 2024



MARCHÉS – CONSULTATIONS – AVENANTS

DP2023-028

SIEA_23005A00

Accord-cadre pour la mission de contrôle des prestations de détection et de géo référencement des réseaux d'éclairage public

Minimum : sans

Maximum HT : 200 000 € HT / an

DP2023-029

SIEA_23007A01 et 2

Accord-cadre pour la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative au pilotage et au suivi administratif, technique et financier des marchés de raccordement abonnés fibre et de maintenance

(2 lots)

Lot n°1 : AMO pour le suivi des raccordements abonnés fibre

Lot n°2 : AMO pour le suivi de la maintenance réseau / enfouissement / dévoiement

Minimum : sans

Maximum HT pour période initiale (2 ans) et reconduction (2 ans)

Lot 1 : 1 500 000 € HT

Lot 2 : 2 000 000 € HT



MARCHÉS – CONSULTATIONS – AVENANTS

DP2024-004

21013A00

Avenant de transfert pour l'accord-cadre de conception-réalisation relatif à des études et des travaux de complétude et d'extension d'un réseau de communications électroniques à très haut débit (FTTH) sur la zone d'initiative publique du territoire du département de l'Ain (contrat n°21013A00)
Substitution de EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES TELECOM SUD EST par EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES TELECOM CENTRE EST
Sans incidence financière

DP2024-005

22005A00

Avenant de transfert pour l'accord-cadre relatif à l'assistance pour la réalisation de routes optiques FTTH sur la zone d'initiative publique du territoire du département de l'Ain (contrat n°22005A00)
Substitution de EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES TELECOM SUD EST par EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES TELECOM CENTRE EST
Sans incidence financière

DP2024-006

20013A00

Avenant de transfert pour l'accord-cadre relatif à la maintenance du réseau et des équipements actifs du réseau li@in (contrat n°20013A00)
Substitution de EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES TELECOM SUD EST par EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES TELECOM CENTRE EST
Sans incidence financière



MARCHÉS – CONSULTATIONS – AVENANTS

DP2024-007

2019.017

Avenant de transfert pour l'accord-cadre de fourniture, déploiement, support à la maintenance des équipements actifs du réseau FTTH de l'Ain en technologie IP/MPLS et METRO ETHERNET - Lot n°3 : Fourniture, déploiement et support à la maintenance des équipements de collecte et de distribution sur les plaques Sud et Est (plaques 4, 6, 8 et 9) (contrat n°2019.017)

Sans incidence financière

DP2024-008

23006A01 à 5

Signature des accords-cadres relatifs à la fourniture, déploiement et support à la maintenance des équipements actifs du réseau FTTH de l'Ain en technologie IP/MPLS et METRO ETHERNET n°23006A01 (Lot 1), n°23006A02 (Lot 2), n°23006A03 (Lot 3), n°23006A04 (Lot 4) et n°23006A05 (Lot 5)

Minimum : sans

Maximum HT : 12 757 000 € / 2 ans

Le Bureau Syndical a, quant à lui :

- Décidé de conclure dès la rentrée scolaire 2024, 1 contrat d'apprentissage pour la Direction Exploitation et Maintenance, selon les conditions établies ci-dessus,
- Décidé de reconduire les 3 propositions de contrats d'apprentissage non pourvus pour la Direction Travaux et la Direction Exploitation et Maintenance de la Régie Reso Li@in,
- Décide de poursuivre les contrats d'apprentissage pourvus jusqu'à leur terme,
- Précisé que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal du SIEA,
- Autorisé le Président ou le Vice-Président délégué à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le contrat d'apprentissage ainsi que la convention avec le Centre de Formation d'Apprentis ou l'école

VOTE



- Proposition d'un candidat et appel à candidature
- **Scrutin uninominal à bulletin secret, à la majorité absolue des bulletins exprimés au 1er et 2ème tour. Si 3ème tour, majorité relative. Si égalité, le plus âgé.**

VOTE

- 2 membres du bureau syndical étant à élire, il y aura 2 scrutins
- Proposition de candidats et appel à candidature
- **Scrutin uninominal à bulletin secret, à la majorité absolue des bulletins exprimés au 1er et 2ème tour.**

Si 3ème tour, majorité relative. Si égalité, le plus âgé.

Élection du 1^{er} membre

VOTE

Élection du 2^{ème} membre

VOTE

Communication Électronique





RAPPORT N°4 – ÉLECTION COMPLÉMENTAIRE DU CONSEIL D’EXPLOITATION DE LA RÉGIE

Il convient d’actualiser la composition du conseil d’exploitation de la Régie Reso Li@in, suite à l’adoption des nouveaux statuts lors du comité syndical du 1^{er} décembre 2023. Selon l’article 5-1 des statuts, l’effectif du conseil d’exploitation est composé de 9 membres, à savoir :

- 5 membres désignés par le comité syndical en son sein.
- 4 membres sont choisis disposant de compétences particulières.

En conséquence, il est proposé de désigner ces 2 nouveaux membres du conseil d’exploitation désignés en son sein par le comité syndical avec une effectivité au 1er avril 2024

| | SIEA | Expert |
|---|--|---|
| Composition actuelle suite à l’élection du 24/07/2020 | 1. M. Michel CHANEL, Vice-Président 2. M. Alexandre NANCHI, Délégué de LAGNIEU 3. M. Philippe GUILLOT-VIGNOT, Vice-Président | 1. Chambre d’Agriculture de l’Ain 2. Chambre de Commerce et de l’Industrie de l’Ain |
| Élection complémentaire | 4. 5. | 3. Département de l’Ain 4. Chambre des Métiers et de l’Artisanat de l’Ain Ces experts seront désignés par leur organisme respectif |

VOTE

Transition énergétique





FINANCEMENT DU SIEA POUR UNE PREMIÈRE IRVE PAR COMMUNE

Mise en place d'un fonds de concours permettant au SIEA de participer à un financement d'une première Infrastructure de **R**echarge pour **V**éhicules **E**lectriques pour chaque commune membre du groupement de commandes.

Cette subvention est basée sur le financement de l'équivalent du coût de fourniture, installation, raccordement et signalétique d'une IRVE « semi-rapide » et de son raccordement au réseau de distribution d'électricité dans le cas d'un « branchement simple ». Le SIEA estime que le coût total de cette première borne ne dépassera pas les 30 000 € HT.

Cette subvention concerne l'investissement seul. Les coûts de fonctionnement sont à la charge des communes.

Pour rappel, le montant total des fonds de concours ne peut excéder les trois quarts du coût hors taxes de l'opération concernée.



FINANCEMENT DU SIEA POUR UNE PREMIÈRE IRVE PAR COMMUNE

Borne semi-rapide préconisée :

| | | | |
|---|--|----------------------|-----------------------------------|
| | Tarif HT <u>indicatif</u> borne semi-rapide : | 30 000 € HT | |
| Subventions privées | - réfaction à 75 % sur les coûts de raccordement* : | - 4 000 € HT | |
| | - Prime Advenir : | - 4 000 € HT | |
| Subventions publiques (max 80 %) | - Fonds de concours du SIEA (max 75 %) : | - 22 000 € HT | Fonds apportés par le SIEA |
| | <i>Part FACE moyenne (1,5 M€/392 communes) :</i> | - 3 826 € HT | |
| | <i>Part SIEA moyenne :</i> | - 18 174 € HT | |
| | Coût résiduel commune HT (si SDIRVE) : | 0 € HT | |

*Sous réserve de la validation du SDIRVE par la préfecture.

Le **coût moyen** porté sur fonds propres par le **SIEA** serait de **18 174 €** par commune. **Soit 7,1 M€ pour 392 communes.**



FINANCEMENT DU SIEA POUR UNE PREMIÈRE IRVE PAR COMMUNE

| | 1 ^{ère} borne | | Bornes suivantes | |
|--|-----------------------------------|-------------------|------------------|-----------------|
| | Semi-rapide (Borne préconisée) | Rapide (50Kw) | Semi-rapide | Rapide |
| Tarifs HT <u>indicatifs</u> : | 30 000 € | 40 000 € | 30 000 € | 40 000 € |
| - réfaction à 75 % sur les coûts de raccordement : | - 4 000 € | - 4 000 € | - 4 000 € | - 4 000 € |
| - Prime Advenir : | - 4 000 € | - 7 200 € | - 4 000 € | - 7 200 € |
| - Fonds de concours SIEA (max 75 %) : | - 22 000 € | - 22 000 € | / | / |
| Part FACE moyenne (1,5 M€/392 communes) : | - 3 826 € | - 3 826 € | / | / |
| Part SIEA moyenne : | - 18 174 € | - 18 174 € | / | / |
| Reste à charge commune (Hors Taxes) : | 0 € | 6 800 € | 22 000 € | 28 800 € |

VOTE



LA SAISON 2 DU « FONDS CHENE »

- Le « fonds CHENE » est la suite de l'AMI SEQUOIA et fonctionne par « saisons »
- Le SIEA a candidaté à la « saison 2 » pour :
 - Demander le renouvellement du financement de nos deux postes d'économies de flux
 - Il vous est proposé de voter une mise à jour de la convention de mise en place du service économe de flux intégrant les nouveaux financements
 - Demander le financement d'un nouvel économe de flux « spécialisé » travaillant sur 3 missions à la carte pour les collectivités
 - Il vous est proposé de voter la mise en place de ces nouvelles prestations à la carte ainsi que de valider leurs coûts

Le SIEA est officiellement lauréat de la saison 2 du fonds Chêne depuis le 11 mars 2024





SERVICE ÉCONOME DE FLUX STANDARD

Les missions du service économe de flux :

L'économe de flux assurera les prestations suivantes :

Prestation de base

1. ***Inventaire et analyse des consommations énergétiques du parc bâti***

Prestations optionnelles

2. Aide à la mise en place d'un programme de rénovation sur le patrimoine de la collectivité
3. Bilan énergétique et plan d'actions
4. Accompagnement au projet de rénovation
5. Actions d'instrumentation
6. Accompagnement au décret « éco-énergie tertiaire »



SERVICE ÉCONOME DE FLUX STANDARD

- **Convention historique :**

- La convention économe de flux avait été définie dans le cadre des financements de l'AMI SEQUOIA
 - **Prix** pour une commune : **1,66 € an/hab**
 - **Prix** pour un EPCI : **0,166 € an/hab** à laquelle un forfait de **7 311 €** correspondant à 15 jours de travail est ajouté
 - **Subvention** : jusqu'à 50% du prix de la prestation HT de la prestation. Demande de financement faite par la commune avec description de la procédure dans la convention.

- **Mise à jour de la convention:**

- **Objectif** : proposer une convention qui ne dépend plus des financements accessibles
- Les **prix ne changent pas** par rapport à la convention précédente
- La prestation sera facturée par le SIEA avec un prix **subvention déduite** car c'est maintenant le SIEA qui demande les financements :
 - Par exemple, dans le cas des subventions du fonds Chêne pour une commune : 0,40 €/an/hab de subvention donc prix facturé une fois la subvention déduite de **1,26 €/an/hab**

VOTE



PRESTATION 1 : RÉPONSE AU DÉCRET « BACS » (GESTIONS TECHNIQUES DU BÂTIMENT)

Pourquoi : Réglementation décret BACS sur les GTB pour **2025 (290 kW)** et **2027 (70 kW)**

Missions à réaliser :

1. Réalisation de l'étude vérifiant l'assujettissement ($TRI < 10$ ans)
2. Aider à la réalisation des pièces de marché et du suivi technique pour se mettre en conformité (travaux installation GTB)
3. Accompagnement pour que la GTB puisse être intégrée à l'hyperviseur et permette une meilleure gestion de l'énergie grâce aux outils numériques

Comment :

Econome de flux dédié

Lien TIDA :

- **Études :** réalisées par l'économe de flux et financées par Fonds Chêne
- **Réalisation :**
 - TIDA cadre les travaux d'installation de GTB et peut participer au financement sur des expérimentations
 - Fonds Chêne peut financer des capteurs QAI, température, électriques, etc (mais pas les GTB)
- **Exploitation :** Hyperviseur

Pour plus d'information sur le décret BACS : https://rt-re-batiment.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/guide_bacs_16052023.pdf



PRESTATION 2 : RÉPONSE À LA LÉGISLATION QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEURE (QAI)

Pourquoi : Réglementation Qualité de l'Air Intérieur dans les ERP mise à jour au 01/01/2023

Missions à réaliser :

1. Une évaluation annuelle des moyens d'aération avec mesure en directe du taux de CO₂
2. Un autodiagnostic de la QAI au moins tous les 4 ans
3. Une campagne de mesures des polluants réglementaires réalisée à chaque étape clé de la vie des bâtiments (par un organisme accrédité)
4. Un plan d'actions prenant les éléments précités
5. Accompagnement pour que les capteurs et la GTB puissent être intégrés à l'hyperviseur et permettent une meilleure gestion de l'énergie grâce aux outils numériques

Comment :

Econome de flux dédié

Lien TIDA :

- **Études :** réalisées par l'économe de flux et financées par Fonds Chêne
- **Réalisation :** TIDA et le fonds chêne peuvent financer une partie des capteurs QAI (50% reste à charge pour les collectivités, plus économique qu'une intervention d'un agent dans le temps)
- **Exploitation :** superviseur énergie KABANDA et hyperviseur

Pour plus d'information sur la nouvelle législation QAI : https://www.cerema.fr/system/files/documents/2023/03/plaquette_qai.pdf



PRESTATION 3 : AMO PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

Pourquoi : Suite des audits de l'AMI SEQUOIA, pour s'assurer de travaux de rénovation énergétique performant et conseiller au mieux les collectivités

Plus de **130** audits énergétiques ont été commandés sur l'AMI SEQUOIA. Une des missions de l'économe de flux classique

Missions à réaliser : s'assurer que les pièces de marché travaux et que la MOE a bien pris en compte les questions énergétiques

Comment :

- Econome de flux dédié



MISSIONS, PRIX ET FINANCEMENTS :

| | Prestation 1 - Décret BACS | Prestation 2 - QAI | Prestation 3 - AMO Performance énergétique |
|----------------------------------|--|---|---|
| Missions et livrables | <ul style="list-style-type: none">• Visite préalable• Étude d'assujettissement• Aide à la rédaction des pièces de marché• Aide à la sélection de l'entreprise titulaire | <ul style="list-style-type: none">• Évaluation des moyens d'aération• Mesure à lecture directe du dioxyde de carbone (CO₂)• Autodiagnostic de la QAI<ul style="list-style-type: none">• Plan d'actions | <ul style="list-style-type: none">• Bilan des consommations du bâtiment• Conseiller au choix des travaux à réaliser et à la rédaction du programme d'opération• Vérifier les pièces techniques et aider au choix des entreprises• Accompagner à la bonne mise en œuvre du programme d'actions recommandées |
| Prix de la prestation | 800 € par bâtiment | 1 000 € par bâtiment | 800 € par projet de rénovation |
| Prix intégrant aides fonds Chêne | 600 € par bâtiment | 800 € par bâtiment | 600 € par projet de rénovation |

La prestation avec aide du fonds Chêne sera proposée si la prestation est commandée pendant la période de financement de l'économe de flux SIEA par le fonds « Chêne » : 2024 à 2026

VOTE

Usages du Numérique





Suite au succès du 1^{er} dispositif, l'Etat renouvelle le dispositif pour 3 ans.

Souhait du SIEA de continuer à coordonner et porter des postes de Conseillers afin de combler les territoires non-couverts.

Une obligation pour pouvoir poursuivre son engagement dans le dispositif : le SIEA doit conserver un équilibre entre les dépenses et les recettes

FINANCEMENT DU 2ND DISPOSITIF

Les subventions de l'Etat

Rappel : Baisse conséquente des subventions

Pour les structures publiques :

| Typologie | Année 1 | Année 2 | Année 3 | Total sur 3 ans |
|---|---|----------|------------------------------------|-----------------|
| Structures publiques | 17 500 € (Soit 70 % de la base actuelle) | 12 500 € | 12 500 € | 42 500 € |
| Bonification pour les structures dont les CnFS interviennent en territoire prioritaire (QPV* ou ZRR*) | 2500 € | 5000 € | Pas de bonification supplémentaire | 50 000 € |

Ces montants sont majorés selon les dispositions réglementaires en vigueur en outre-mer le cas échéant : 67 500 Euros à La Réunion et à Mayotte, 70 000 € en Guadeloupe, Guyane et Martinique

Les conventions de mutualisation

Convention signée entre le SIEA, les communes et/ou structures privées
Durée 3 ans

| Montant d'intervention d'un Conseiller Numérique | | |
|--|---|-----------|
| Communes | Intervention pour ½ journée tous les 15 jours | 625€/an |
| Communes | Intervention pour ½ journée toutes les semaines | 1 250€/an |
| Structures privées (MARPA/Association..) | ½ journée tous les 15 jours | 1 250€/an |



PROPOSITION DU SIEA

- 1 poste de coordinateur
 - Poste déjà renouvelé et financé via l'Appel à Candidature (Subvention de 50 000€ pour 2 ans)
- 6 postes de Conseillers Numériques
 - Postes renouvelés au fur et à mesure et selon les besoins des communes
 - 6 notifiés dans la convention, permettant ainsi de conserver (« réserver ») des postes disponibles permettant de couvrir si nécessaire les besoins à venir de notre territoire.

BUDGET PRÉVISIONNEL

| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|------------------|------------------|------------------|-----------------|
| DEPENSES | | | | |
| Salaires / Frais Kms Equipements informatiques | 142 722 € | 148 324 € | 111 625 € | 35 087 € |
| Subvention de l'Etat | 91 250 € | 90 208 € | 58 333 € | 14 583 € |
| Convention de mutualisation (prévision) | 43 000 € | 43 000 € | 37 983 € | 10 033 € |
| Autres recettes : partenariats (prévision) | 8 472 € | 15 116 € | 15 309 € | 10 471 € |
| RECETTES | 142 722 € | 148 324 € | 111 625 € | 35 087 € |



IL REVIENT D'AUTORISER

- le SIEA à poursuivre la coordination du dispositif et accueillir jusqu'à 6 Conseillers Numériques sur le territoire départemental, si l'équilibre financier est atteint ;
- le Président à signer les conventions de mutualisation des postes de Conseiller numérique entre les communes et/ou structures privées et le SIEA ;
- le principe et les modalités de facturation définies dans ce document ;
- le Président à signer tous les documents liés à la facturation des prestations ;

VOTE

Ressources Humaines



RAPPORT N°9 – PERSONNEL – TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS – CRÉATION DE POSTE

LES ÉVOLUTIONS DE POSTES

- **1 poste d'ingénieur, responsable supervision** (catégorie A – pour promotion interne)
- **1 poste de rédacteur, chargé(e) communication/marketing** (catégorie B à la suite d'une réorganisation du service communication/marketing actée en Comité Social Territorial, le poste de responsable du service n'étant plus nécessaire à l'exercice de l'activité, il est souhaitable de transformer le poste de responsable, en catégorie A, en un poste de chargé de communication/marketing relevant de la catégorie B)
- En conséquence les suppressions de postes :
 - **1 poste de technicien** qui fera suite à la promotion de l'agent en catégorie A.
 - **1 poste d'attaché** qui fera suite au passage du poste de « responsable communication-marketing » en « chargé(e) de communication-marketing » en catégorie B.

LA CRÉATION D'UN NOUVEAU POSTE

- 1 création à la Régie Li@in de droit privé financé par celle-ci :
 - **1 poste d'ingénieur, administrateur réseaux** (catégorie A) à pourvoir en 2025, à l'aune de l'importante activité en la matière au sein de la structure, en vue de pérenniser ce poste actuellement pourvu dans le cadre d'un emploi non permanent.

VOTE



CONTRATS DE PROJETS

- Maintien de 8 postes de Conseillers Numériques maximum sous subventions : dont 6 postes occupés
- Maintien de 10 postes sur des projets en cours ou à venir, dont 6 postes occupés :
 - 2 postes d'Économe de flux (3 ans)
 - 1 poste de chargé(e) déploiement IRVE (3 ans)
 - 1 poste de chargé(e) de projet SIG (2 ans)
 - 1 poste de chargé(e) de projet numérisation (2 ans)
 - 1 poste de chargé(e) de projet administration système et réseaux (1 an)
- Les 4 autres postes seront présentés en fonction des besoins identifiés et passage des instances (CST, BE, BS, AG)

VOTE



La reprise pour la fonction publique territoriale d'un levier de soutien au pouvoir d'achat pratiqué initialement dans le secteur privé, dans une logique d'équité et d'efficacité, au bénéfice des agents les plus impactés par l'inflation



Un outil de politique salariale pour les collectivités



Une prime dégressive de 800€ à 300€ brut pour les agents percevant une rémunération mensuelle brute jusqu'à 3 250 €/mois



58 des agents du SIEA la percevront, soit 50%



Un versement unique avant fin juin 2024



RAPPORT N°11 – PERSONNEL – PRIME EXCEPTIONNELLE POUVOIR D'ACHAT

| Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 | Montant brut maximum de la prime de pouvoir d'achat | Nombre d'agents concernés | Total € |
|--|---|---------------------------|---------|
| Inférieure ou égale à 23 700 € | 800 € | 8 | 6 400 € |
| Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 € | 700 € | 11 | 7 700 € |
| Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 € | 600 € | 9 | 5 400 € |
| Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 € | 500 € | 8 | 4 000 € |
| Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 € | 400 € | 9 | 3 600 € |
| Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 € | 350 € | 1 | 350 € |
| Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 € | 300 € | 12 | 3 600 € |

Le versement de cette prime représente pour le SIEA un coût total estimé à 43 100 € bruts chargés.

VOTE

Intervention de M. Philippe GUILLOT-VIGNOT
Vice-Président Éclairage Public du SIEA





MODALITÉS FINANCIÈRES RENDANT POSSIBLE CE PROGRAMME DE RÉNOVATION DE GRANDE AMPLEUR

Part variable liée à l'énergie sur les cotisations 2022 et 2023 ramenée à **0€** pour les communes pour lesquelles le SIEA achète l'énergie

- **14M€ d'économies pour ces communes**

La Préfecture de l'Ain a ré-autorisé le passage en investissement des travaux pour les communes malgré l'abondement que le SIEA apporte sur le financement de ces travaux, si ces derniers ont un impact sur la transition énergétique.

Il y a 4 ans la cour des comptes avait considéré non conventionnel, donc illégitime, les fonds de concours apportés par le SIEA aux communes. Nous avons été obligés de passer les travaux en fonctionnement en les associant aux coûts de maintenance des points lumineux.

- **Revenir en 2024 à la logique d'un programme communal passé en investissement et non en fonctionnement**

Programme « Intracting » de la Banque des Territoires pour un montant de 15,2M€ sur 3 ans qui apporte sur un emprunt capé à 2%, le financement pour les communes sur une partie des investissements travaux de renouvellement en LED des lampes d'éclairage public.

- **L'assemblée a voté, par équité, de répartir ce montant INTRACTING que le SIEA va toucher, de façon homogène pour l'ensemble des communes, dans la réalisation d'un scénario dit « mixte »**

Mise à jour des modalités de subventions tenant compte du programme de rénovation, des évolutions du contrat de concession, et des évolutions technologiques

- **L'assemblée a voté la correction des conditions d'aides financières aux communes pour le remplacement, l'adjonction ou la rénovation d'équipements adaptés au passage en Full LED**



ÉTUDE TECHNIQUE SUIVANT 2 SCÉNARIOS

Étude estimative transmise aux communes en 2023 avec un scénario de remplacement de l'ensemble des appareillages « non-LED » et un scénario de remplacement des ampoules là où c'est possible.

- **Au total 76 000 points lumineux à moderniser sur les 95 000 points lumineux du département**
- **Priorisation du scénario « mixte »** de changement d'ampoules lorsque cela est possible (la possibilité reste ouverte pour les communes de procéder à un remplacement plus large des appareillages mais à leur prise en charge financière)
- Ajout de modules communicants dans les armoires permettant un pilotage de l'extinction à l'armoire
- Et si la commune le souhaite, possibilité de pilotage au point lumineux (+ coûteux) pour les platines LED qui seront installées. L'application TIDA sera alors mise à disposition de la commune à l'issue de la fin des travaux

Nécessité de passer de nouveaux marchés publics pour ces prestations



ESTIMATION DE LA VOLUMÉTRIE DES TRAVAUX (SUIVANT SCÉNARIO « MIXTE »)

| | |
|---------------------------------------|--------|
| Nombre de points lumineux à remplacer | 22 876 |
| Nombre de points lumineux à re-lamper | 53 059 |
| Nombre d'armoires à rénover | 737 |

ESTIMATION FINANCIÈRE

| | |
|--|--------------|
| Investissement TTC estimé en Euros (lissé sur 3 ans de programme travaux) | 52 120 092 € |
| Economies TTC sur 10 ans (après les 3 ans de programme travaux) estimées pour les communes (24 904 244 Kwh à 0,25€ du kwh) | 62 260 610 € |



ÉTAPES À VENIR

- Lancement des marchés publics **fin mars 2024** avec des entreprises qui devront répondre aux travaux, à la maintenance et à l'exploitation avec des outils communs SIEA
- Attribution prévisionnelle des marchés **début juin 2024** permettant le lancement des premières études d'exécution et la réalisation des premiers plans de financement en **juillet 2024**.
- Finalisation de l'enveloppe financière estimative adaptée aux nouveaux bordereaux de prix, remis par les entreprises adjudicataires, avec la partie **INTRACTING**
- Certaines communes ont demandé au SIEA d'affiner leurs dépenses d'investissements afin de monter leur budget. Cette action a été faite
- La planification des travaux se fera en concertation avec les communes et en lien avec les retours reçus en 2023 à la suite de l'envoi des études estimatives. Pour rappel le programme de modernisation est échelonné sur 3 ans.
- Démarrage des premiers travaux à la rentrée scolaire en **septembre 2024**
- **A l'issue des travaux, les fonctionnalités de pilotage seront mises à disposition des communes**
- Ce programme se déroulera sur 3 ans de **septembre 2024 à septembre 2027** soit **plus de 25 000 points lumineux par an**

Finances : Comptes administratifs 2023



FONCTIONNEMENT – DÉPENSES

- **Charges à caractère général : 4,65 M€** dont
 - Consommation des compteurs EP : **1,30 M€**
 - Maintenance préventive des installations EP : **850 K€**
 - Maintenance curative des installations EP : **870 K€**
- **Contributions au budget annexe : 2,6 M€**
- **Redevance d'Occupation du Domaine Public – Electricité et Gaz : 283 K€**
- **Charges de personnel : 5,43 M€**
- **Total des dépenses réelles de fonctionnement : 14,8 M€**



FONCTIONNEMENT – RECETTES

- Cotisations des collectivités : **3,4 M€**
 - Participation des collectivités sur EP et GC-T : **5,9 M€**
 - TCCFE : **11,75 M€**
 - Redevances Électricité et Gaz : **3 M€**
 - Remboursement des moyens mis à disposition par la régie : **3,7 M€**
- **Total des recettes réelles de fonctionnement : 36,8 M€**

Résultat en fonctionnement 2023 : 18,7 M€



INVESTISSEMENT – DÉPENSES

- **Travaux : 17,9 M€**
 - ER : 10,8 M€
 - GC-T : 1,5 M€
 - EP : 5,7 M€
- **Remboursement aux Collectivités sur programmes soldées : 2,8 M€**
- **Logiciels : 856 K€**
- **Total des dépenses d'investissement: 22,6 M€**



INVESTISSEMENT – RECETTES

- **Participation aux Travaux : 11,4 M€**
 - Facé : **4,9 M€**
 - PCT et EDF art 8 : **1,7 M€**
 - Participations collectivités : **4,85 M€**
- **Excédent de fonctionnement capitalisé : 6,5 M€**
- **Fonds de Compensation de la TVA : 1,3 M€**
- **Total des recettes d'investissement : 22,75 M€**

Résultat en investissement 2023 : 122 K€

Résultat d'exercice BP 2023 : 18,9 M€



COMPTES ADMINISTRATIFS – BUDGET RÉGIE

- Entretien et maintenance du réseau et des équipements actifs : **9,1 M€**
- Redevance versée au budget « COM ELEC » : **30,4 M€**
- Remboursement des moyens mis à disposition : **3,7 M€**
- **Total des dépenses de fonctionnement : 43,5 M€**
- Redevance des FAI : **39,7 M€**
- **Total des recettes de fonctionnement : 39,9 M€**

Résultat en fonctionnement 2023 : -3,8 M€



- Logiciels : **462 K€**
- Matériel de bureau informatique : **153 K€**
- Autres : **188 K€**
- **Total des dépenses d'investissement : 839,9 K€**
- Excédent d'exploitation capitalisé : **157,4 K€**
- Dotation aux amortissements : **247,5 K€**
- **Total des recettes d'investissement : 405 K€**

Résultat en investissement 2023 : -434 K€
Résultat d'exercice Budget « Réso-Li@in » 2023 : -4,23 M€



- Remboursement des intérêts d'emprunt : **13 M€**
- Total des dépenses de fonctionnement : **13,4 M€**

- Redevance versée par la régie : **30,4 M€**
- Participation du budget principal : **2,6 M€**
- Débits et pénalités perçues : **1,9 M€**
- Total des recettes de fonctionnement : **34,9 M€**

Résultat en fonctionnement 2023 : 21,5 M€



- Travaux Fibre Optique : **109 M€**
- Remboursement capital emprunts : **14,3 M€**
- **Total des dépenses d'investissement : 123,8 M€**

- TVA à récupérer : **17,9 M€**
- Mobilisation d'emprunt : **40 M€**
- Subventions et participations :
 - FSN : **32 M€**
 - Région : **8,3 M€**
 - Département : **3 M€**
 - EPCI : **1,5 M€**
- **Total des recettes d'investissement : 102,9 M€**

Résultat en investissement 2023 : -18,8 M€
Résultat d'exercice Budget « COM ELEC » 2023 : 2,7 M€



- Total des dépenses de fonctionnement : **2,5 K€**
- Total des recettes de fonctionnement : **122,6 K€**
- Total des dépenses d'investissement : **35 K€**
- Total des recettes d'investissement : **8 K€**

Résultat en fonctionnement 2023 : 120 K€
Résultat en investissement 2023 : -27 K€
Résultat d'exercice Budget Transition énergétique 2023 : 93 K€

Finances : Affectation des résultats des CA 2023



DÉTERMINATION DES RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1) Recettes de l'exercice 2023 | 22 733 768,91 | 36 766 737,72 | 59 500 506,63 |
| 2) Dépenses de l'exercice 2023 | 22 612 154,13 | 18 026 370,69 | 40 638 524,82 |
| I) Résultat de l'exercice 2023 (1-2) | 121 614,78 | 18 740 367,03 | 18 861 981,81 |
| II) Résultat de l'exercice 2022 | -6 436 628,44 | 7 400 161,54 | 963 533,10 |
| A) Résultat de clôture de l'exercice 2023 (I+II) | -6 315 013,66 | 26 140 528,57 | 19 825 514,91 |
| 3) Reste à Réaliser Recettes 2023 | | | |
| 4) Reste à Réaliser Dépenses 2023 | 287 891,63 | | 287 891,63 |
| B) Solde des Restes à Réaliser (3-4) | -287 891,63 | | -287 891,63 |
| RESULTAT D'ENSEMBLE (A+B) | -6 602 905,29 | 26 140 528,57 | 19 537 623,28 |

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2023

| | | | |
|--|--|---------------|--|
| Résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2023 | | 26 140 528,57 | |
| Besoin de financement | | 6 602 905,29 | |
| Déficit maintenu en investissement | | | |
| Report en fonctionnement | | 19 537 623,28 | |



DÉTERMINATION DES RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--|--------------------|---------------------|---------------------|
| 1) Recettes de l'exercice 2023 | 404 918,74 | 39 949 682,21 | 40 354 600,95 |
| 2) Dépenses de l'exercice 2023 | 838 984,18 | 43 751 948,98 | 44 590 933,16 |
| I) Résultat de l'exercice 2023 (1-2) | -434 065,44 | -3 802 266,77 | -4 236 332,21 |
| II) Résultat de l'exercice 2022 | 49 944,78 | 8 523 465,85 | 8 573 410,63 |
| A) Résultat de clôture de l'exercice 2023 (I+II) | -384 120,66 | 4 721 199,08 | 4 337 078,42 |
| 3) Reste à Réaliser Recettes 2023 | | | 0,00 |
| 4) Reste à Réaliser Dépenses 2023 | 434 566,82 | | 434 566,82 |
| B) Solde des Restes à Réaliser (3-4) | -434 566,82 | 0,00 | -434 566,82 |
| RESULTAT D'ENSEMBLE (A+B) | -818 687,48 | 4 721 199,08 | 3 902 511,60 |

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2023

| | | | |
|--|--|--------------|--|
| Résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2023 | | 4 721 199,08 | |
| Besoin de financement | | 818 687,48 | |
| Déficit maintenu en investissement | | | |
| Report en fonctionnement | | 3 902 511,60 | |



DÉTERMINATION DES RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--|-----------------------|----------------------|----------------------|
| 1) Recettes de l'exercice 2023 | 122 867 150,58 | 34 881 097,28 | 157 748 247,86 |
| 2) Dépenses de l'exercice 2023 | 141 707 207,93 | 13 382 870,35 | 155 090 078,28 |
| I) Résultat de l'exercice 2023 (1-2) | -18 840 057,35 | 21 498 226,93 | 2 658 169,58 |
| II) Résultat de l'exercice 2022 | -2 015 390,53 | 53 353 230,33 | 51 337 839,80 |
| A) Résultat de clôture de l'exercice 2023 (I+II) | -20 855 447,88 | 74 851 457,26 | 53 996 009,38 |
| 3) Reste à Réaliser Recettes 2023 | | | |
| 4) Reste à Réaliser Dépenses 2023 | | | |
| B) Solde des Restes à Réaliser (3-4) | | | |
| RESULTAT D'ENSEMBLE (A+B) | -20 855 447,88 | 74 851 457,26 | 53 996 009,38 |

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2023

| | | | |
|--|--|---------------|--|
| Résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2023 | | 74 851 457,26 | |
| Besoin de financement | | 20 855 447,88 | |
| Déficit maintenu en investissement | | | |
| Report en fonctionnement | | 53 996 009,38 | |



DÉTERMINATION DES RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|--|----------------|----------------|-------------|
| 1) Recettes de l'exercice 2023 | 7 998,75 | 122 641,91 | 130 640,66 |
| 2) Dépenses de l'exercice 2023 | 35 361,88 | 2 493,41 | 37 855,29 |
| I) Résultat de l'exercice 2023 (1-2) | -27 363,13 | 120 148,50 | 92 785,37 |
| II) Résultat de l'exercice 2022 | -250 699,03 | 0,00 | -250 699,03 |
| A) Résultat de clôture de l'exercice 2023 (I+II) | -278 062,16 | 120 148,50 | -157 913,66 |
| 3) Reste à Réaliser Recettes 2023 | | | |
| 4) Reste à Réaliser Dépenses 2023 | | | |
| B) Solde des Restes à Réaliser (3-4) | | | |
| RESULTAT D'ENSEMBLE (A+B) | -278 062,16 | 120 148,50 | -157 913,66 |

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2023

| | | | |
|--|--|------------|--|
| Résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2023 | | 120 148,50 | |
| Besoin de financement | | 120 148,50 | |
| Déficit maintenu en investissement | | | |
| Report en fonctionnement | | | |



COMPTES DE GESTION 2023

- **Rapport n°12** Compte de Gestion du Budget Principal 2023
- **Rapport n°13** Compte de Gestion du Budget Annexe « Communication Électronique » 2023
- **Rapport n°14** Compte de Gestion du Budget « RESO-LI@in » 2023
- **Rapport n°15** Compte de Gestion du Budget annexe « Transition Énergétique » 2023

VOTE



COMPTES ADMINISTRATIFS 2023

- **Rapport n°16** Compte Administratif du Budget Principal 2023
- **Rapport n°17** Compte Administratif du Budget Annexe « Communication Électronique » 2023
- **Rapport n°18** Compte Administratif du Budget « RESO-LIAin » 2023
- **Rapport n°19** Compte Administratif du Budget annexe « Transition Énergétique » 2023

VOTE



AFFECTATIONS DES RÉSULTATS 2023

- **Rapport n°20** Affectations des résultats du CA du Budget Principal
- **Rapport n°21** Affectations des résultats du CA du Budget Annexe « Communication Électronique »
- **Rapport n°22** Affectations des résultats du CA du Budget « RESO-LIAin »
- **Rapport n°23** Affectations des résultats du CA du Budget annexe « Transition Énergétique »

VOTE

**RAPPORT n°24 – Amortissements des Immobilisations et modalités
d'amortissement des subventions transférables – Tous Budgets**



RAPPORT N°24 – AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS ET MODALITÉS D'AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS TRANSFÉRABLES

- Conserver le mode d'amortissement linéaire (les dépréciations sont réparties de manière égale sur la durée de vie du biens);
- Appliquer conformément à la nomenclature M57 la règle du prorata temporis pour les biens acquis à compter du 01 janvier 2024 (pour le budget principal et le budget communication électronique);
- Conserver le seuil en deçà duquel les immobilisations de faible valeur seront amorties sur 01 année à 1 500 € TTC;
- Amortir les travaux du réseau li@ain en fonction de 03 catégories :
 - 05 ans pour les équipements actifs;
 - 28 ans pour les équipements passifs;
 - 40 ans pour les travaux de génie-civil.
- Appliquer la durée d'amortissement maximale autorisée par les instructions M57 et M4 pour les acquisitions à venir, de façon à assurer l'amortissement des tous les biens;
- Procéder à la reprise des subventions d'investissements selon le même rythme que le bien financé. Pour le cas où la subvention serait versée à posteriori, elle sera reprise sur le nombre d'années restant à amortir le bien financé.

VOTE

Finances : Ouverture d'autorisation de programmes et de crédits de paiement



➤ Rapport n°25 Budget principal 2024

Autorisations de programme actualisées : 204 418 268 €

Crédits de paiement 2024 : 49 521 653 €

➤ Rapport n°26 Budget Annexe Communication Électronique 2024

Autorisations de programme actualisées : 858 891 769 € dont 788 614 365 € mandatés au 31/12/2023

Crédits de paiement 2024 : 150 000 000 €

➤ Rapport n°27 Budget Annexe Transition Énergétique 2023

Autorisations de programme actualisées : 3 086 500 €

Crédits de paiement 2024 : 10 000 €

VOTE

Présentation des budgets 2024



BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

- Charges à caractère général : **14 M€**
- Contributions au budget annexe : **2,6 M€**
- Charges de personnel : **6,5 M€**
- Charges financières : **270 K€**
- Reversement TCFE : **415 K€**
- **Total des dépenses de fonctionnement : 51,2 M€**

- Cotisations des collectivités : **9,14 M€**
- Participation des collectivités sur EP et GC-T: **3,33 M€**
- TCFE : **9,1 M€**
- Redevances Électricité et Gaz : **3,1 M€**
- Remboursement des moyens mis à disposition par la régie : **4 M€**
- **Total des recettes de fonctionnement : 51,2 M€**



BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

- Travaux : **48,5 M€**
 - ER : **21 M€**
 - GCT : **3 M€**
 - Eclairage Public : **24,3 M€**
- Logiciels : **869 K€**
- Opportunité foncière : **1,2 M€**
- ALEC 01 : **24 K€**
- Subventions aux communes IRVE : **2,5 M€**
- Augmentation capital SEM : **1,03 M€**
- Total des dépenses d'investissement : **65,5 M€**
- Participation aux Travaux : **18,6 M€**
 - Facé : **5 M€**
 - PCT : **730 K€**
 - Participations collectivités sur ER : **11 M€**
 - Article 8 (Électricité) : **600 K€**
 - Etat subvention fonds vert : **774 K€**
 - Etat : Appel à projet TIDA : **382 K€**
- Emprunt : **15 M€(dont intracting 8 M€)**
- Face IRVE : **300 K€**
- Total des recettes d'investissement : **65,5 M€**



BUDGET PRINCIPAL – BALANCE GÉNÉRALE

- **Fonctionnement : 51 161 090,28 €**
- **Investissement : 65 550 179,57 €**



BUDGET RÉGIE – FONCTIONNEMENT

- Charges d'exploitation : **13,5 M€**
- Impôts et taxes : **960 K€**
- Redevance versée au budget « COM ELEC » : **34 M€**
- Remboursement des moyens mis à disposition : **4 M€**
- Virement à la section d'investissement : **42 K€**
- Dépenses imprévues : **11 K€**
- **Total des dépenses de fonctionnement : 53,4 M€**

- Report du résultat de fonctionnement : **3,9 M€**
- Redevance des FAI : **49,4 M€**
- **Total des recettes de fonctionnement : 53,4 M€**



BUDGET RÉGIE – INVESTISSEMENT

- Logiciels : **790 K€**
- Immobilisations corporelles (dont aménagement et sécurisation) : **570 K€**
- **Total des dépenses d'investissement : 1,76 M€**

- Report du résultat d'investissement : **819 K€**
- Virement de la section de fonctionnement : **42 K€**
- **Total des recettes d'investissement : 1,76 M€**



BUDGET RÉGIE – BALANCE GÉNÉRALE

- **Fonctionnement : 53 447 411,60 €**
- **Investissement : 1 760 451,48 €**



BUDGET ANNEXE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE – FONCTIONNEMENT

- Charges financières (intérêts d'emprunt/ICNE/Frais) : 16,75 M€
- Virement à la section d'investissement : 70,2 M€
- Total des dépenses de fonctionnement : 91 M€

- Report du résultat de fonctionnement : 53,9 M€
- Redevance versée par la Régie : 34 M€
- Participation du budget principal : 2,6 M€
- Total des recettes de fonctionnement : 91 M€



BUDGET ANNEXE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE – INVESTISSEMENT

- Report du résultat d'investissement : 20,9 M€
- Travaux et infrastructures : 144 M€
- Immobilisations financières (TVA) : 22,7 M€
- Remboursement capital emprunts : 20,2 M€
- Total des dépenses d'investissement : 214 M€
- Excédent de fonctionnement capitalisé : 20,9 M€
- Mobilisation d'emprunt : 40 M€
- Subventions et participations :
 - 30 M€
- Immobilisations financières (TVA) : 22,7 M€
- TVA à récupérer : 22,7 M€
- Virement de la section de fonctionnement : 70,2 M€
- Total des recettes d'investissement : 214 M€



BUDGET ANNEXE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE – BALANCE GÉNÉRALE

- **Fonctionnement : 90 831 743,38 €**
- **Investissement : 214 077 319,26 €**



BUDGET ANNEXE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- Virement à la section d'investissement : **63 K€**
- Charges financières : **7,8 K€**
- Total des dépenses de fonctionnement : **98,6 K€**
- Revente d'énergie : **41,6 K€**
- Prestations facturées à la SEM LEA : **57 K€**
- Total des recettes de fonctionnement : **98,6 K€**
- Report du résultat d'investissement : **278 K€**
- Immobilisations corporelles : **10 K€**
- Total des dépenses d'investissement : **317 K€**
- Emprunts : **80 K€**
- Virement de la section de fonctionnement : **63 K€**
- Total des recettes d'investissement : **317 K€**

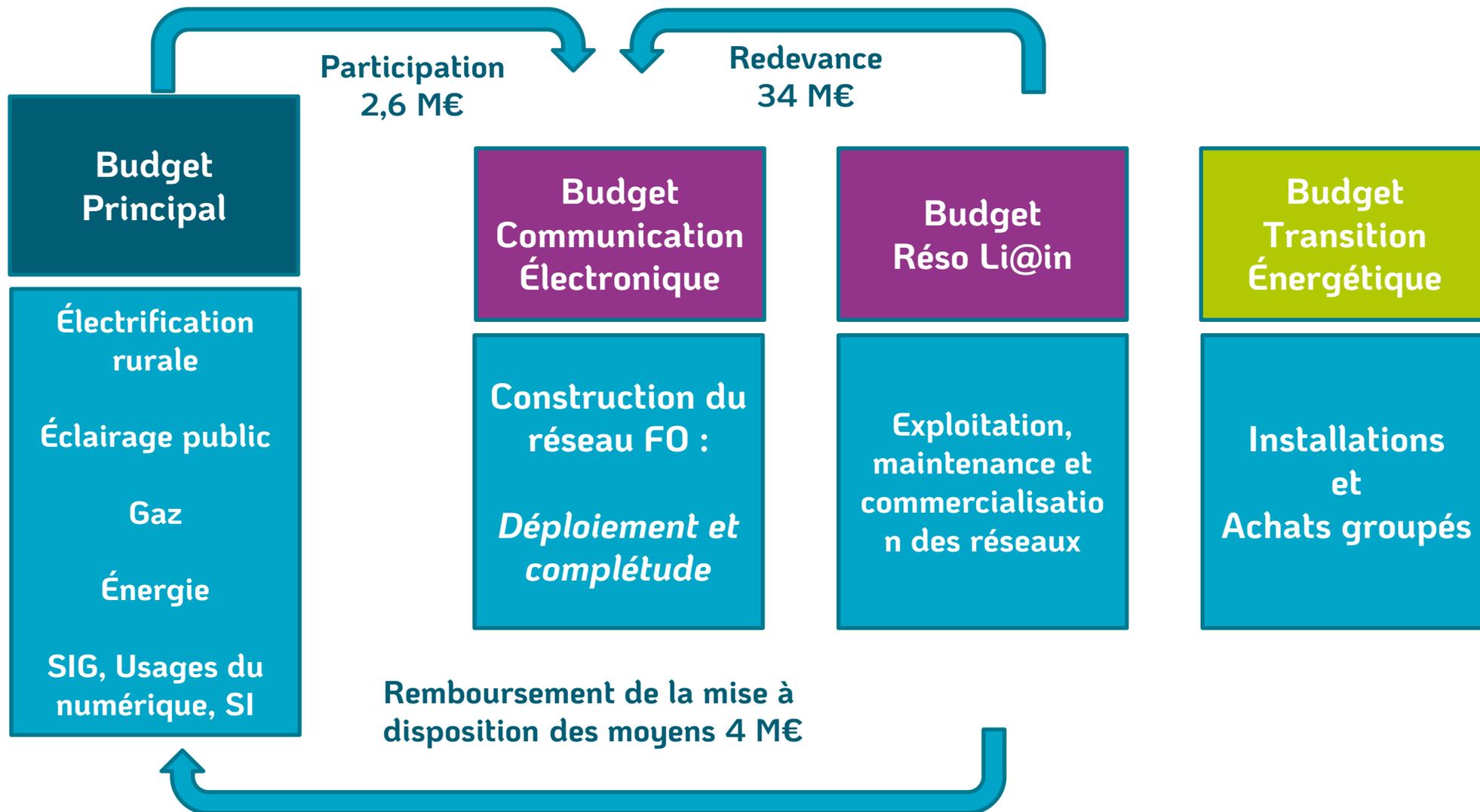


BUDGET ANNEXE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – BALANCE GÉNÉRALE

- **Fonctionnement : 98 600,00 €**
- **Investissement : 316 962,16 €**



RELATION ENTRE LES BUDGETS 2024





BUDGET 2024

BALANCE GÉNÉRALE

Budget principal

Fonctionnement : 51 161 090,28 €

Investissement : 65 550 179,57 €

BALANCE GÉNÉRALE

Budget Régie

Fonctionnement : 53 447 411,60 €

Investissement : 1 760 451,48 €

BALANCE GÉNÉRALE

Budget Communication Électronique

Fonctionnement : 90 831 743,38 €

Investissement : 214 077 319,26 €

BALANCE GÉNÉRALE

Budget Transition Énergétique

Fonctionnement : 98 600,00 €

Investissement : 316 962,16 €

BALANCE GÉNÉRALE

TOTAL DES 4 BUDGETS

Fonctionnement : 195 538 845,26 €

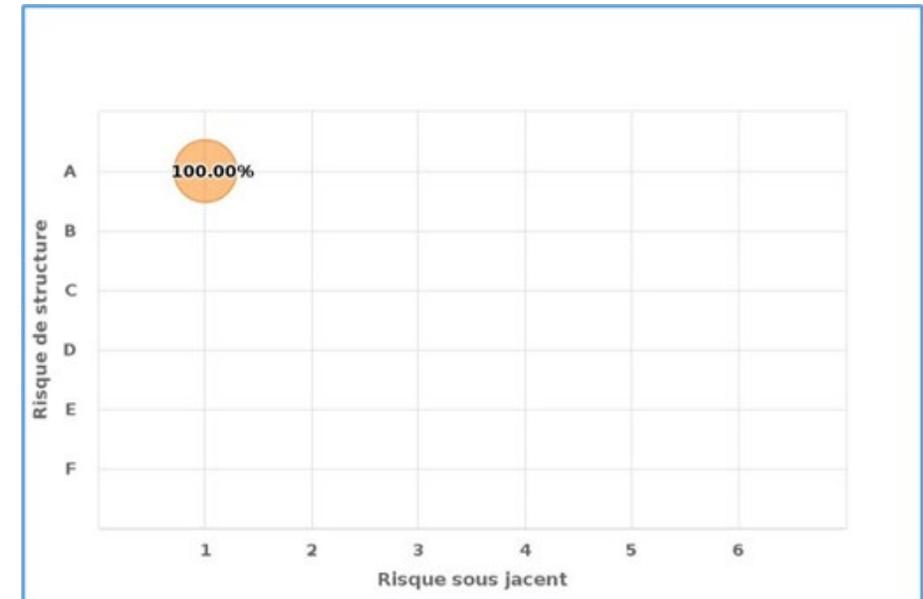
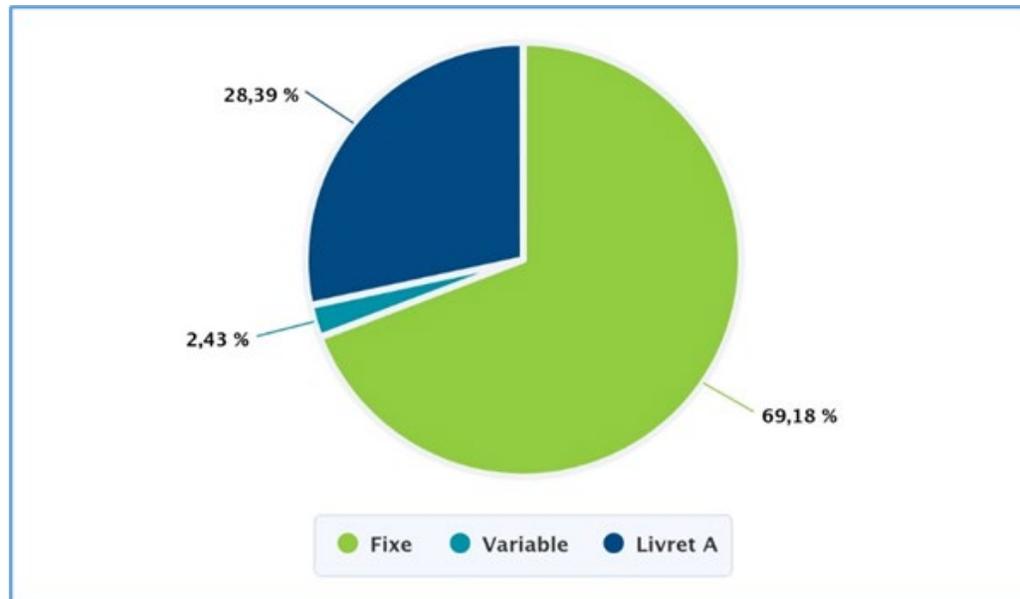
Investissement : 281 704 912,47 €



EMPRUNTS ET DETTE – CHIFFRES CLÉS 2024

*Source : Finance Active

| Budget | Capital restant dû (CRD) | Taux moyen | Durée de vie résiduelle | Nombre de prêts |
|-----------------------------------|--------------------------|--------------|--------------------------|-----------------|
| Tous budgets | 378 365 894 € | 3,36% | 23 ans et 11 mois | 44 |
| Budget Principal | 0 € | | | |
| Budget Communication Electronique | 378 197 894 € | 3,36% | 23 ans et 11 mois | 40 |
| Budget Transition Energétique | 168 000 € | 1,28% | 15 ans et 9 mois | 1 |

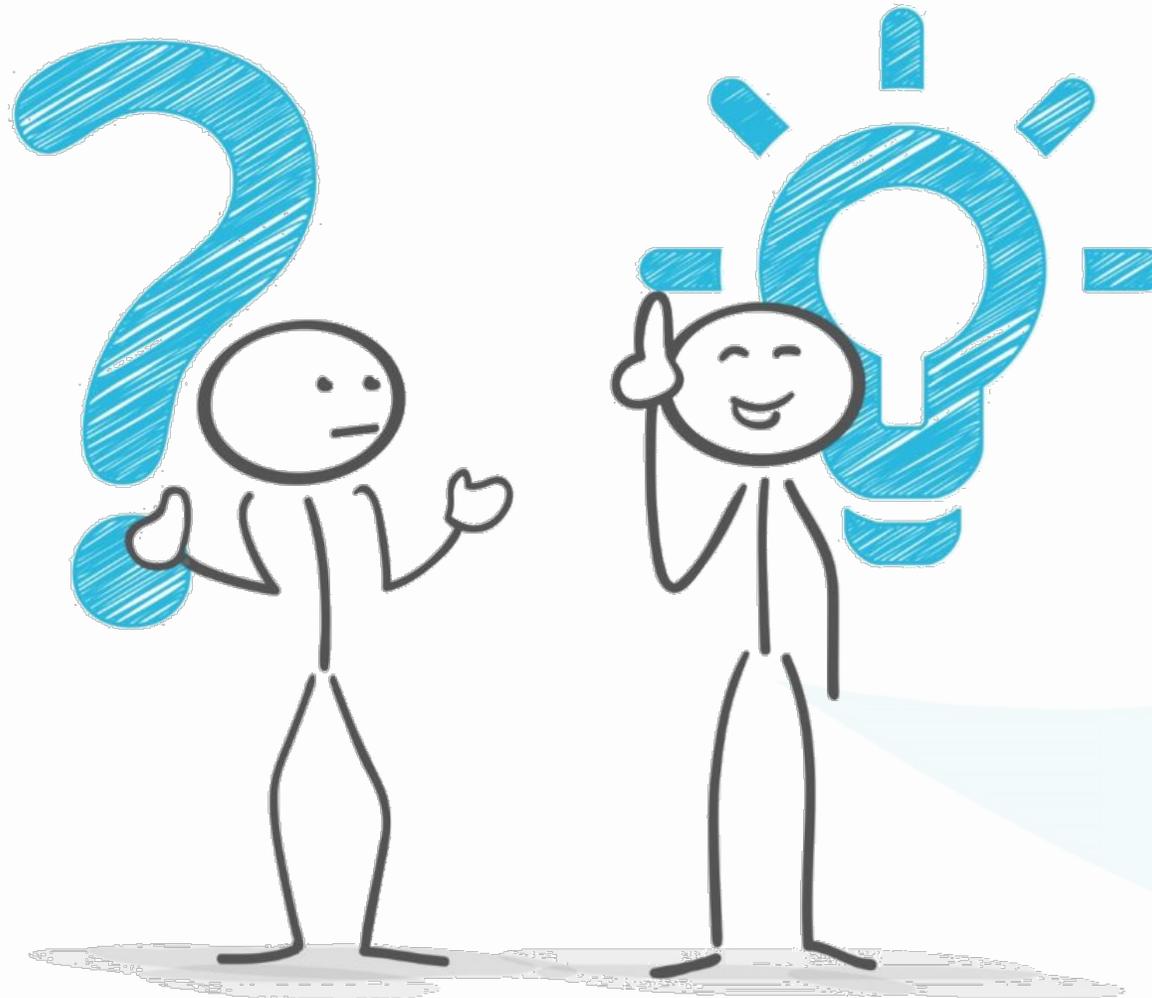




PRÉSENTATION DES BUDGETS

- **Rapport n°28 Budget Principal 2024**
- **Rapport n°29 Budget annexe Communication Electronique 2024**
- **Rapport n°30 Budget RESO Li@in 2024**
- **Rapport n°31 Budget annexe Transition Energétique 2024**

VOTE



Merci de votre attention.
Nous vous prions de récupérer la carte de
votre commune à la sortie
et
de bien vouloir restituer votre boîtier de vote
(caisses disponibles à la sortie)



ARTICLE L 5211-1 DU CGCT

- Les dispositions du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre.

ARTICLE L 2121-17 DU CGCT

- Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.